



**Ambassade de France en Arabie  
Service économique de Riyad**

Riyad, le 13 mars 2020  
Affaire suivie par : Laurent Estrade  
et Sarah Lagdaa

## Conséquences de la chute des prix du pétrole sur le déficit budgétaire saoudien

Résumé: La chute brutale des cours du pétrole intervenue le 9 mars 2020 pourrait inaugurer un cycle de difficultés économiques pour le pays et aura un effet immédiat sur l'augmentation du déficit budgétaire. Les marges de manœuvre pour la réduction des dépenses sont très contraintes, le budget 2020 ayant déjà prévu une baisse de 8% des dépenses. L'Arabie saoudite dispose des capacités financières sous forme de réserves en devises et d'emprunts obligataires pour financer un déficit budgétaire important. Un tel scénario n'est pas inédit. La dégradation des termes de paiement des administrations saoudiennes est un risque identifié par certaines entreprises françaises engagées sur des contrats importants.

### Conséquences immédiates d'un prix du pétrole bas sur les recettes budgétaires

**La brutale chute des prix du pétrole** intervenue le 9 mars 2020 suite à la décision de l'Arabie saoudite d'engager une politique de prix agressive pour préserver ses parts de marché dans un contexte de baisse de la demande mondiale et d'excédent de l'offre, **pourrait inaugurer un cycle de difficultés économiques pour le pays**. Au 13 mars, le cours de référence du Brent s'établissait à 33,85 dollars le baril, en baisse de 32,3% par rapport à son niveau de la semaine précédente (49,99 dollars le baril le 5 mars).

Dans un scénario de poursuite de sa stratégie d'augmentation de ses parts de marché, le ministre saoudien de l'Énergie a déclaré que la compagnie pétrolière **Saudi Aramco augmenterait sa production de pétrole brut de 9,8 à 12 millions de barils par jour à compter du 1er avril 2020**, date d'expiration de l'accord de réduction de la production adopté par l'OPEP+ le 6 décembre 2019 à Vienne. Un tel scénario pourrait déprimer plus encore les cours.

**Un prix du baril durablement faible aurait des conséquences immédiates sur le déficit budgétaire du pays**. En effet, les revenus pétroliers représentent 63% du total des recettes budgétaires. Le Fonds monétaire international estime que l'équilibre budgétaire est atteint avec un prix du baril de 80 dollars. Selon les analystes, **le budget de l'année 2020 aurait été établi sur une hypothèse d'un prix du baril de 60 dollars** (cette donnée n'est pas publiée par les autorités saoudiennes). Le budget 2020 prévoyait un déficit de 6,4% du PIB, en forte hausse par rapport au déficit budgétaire de l'année 2019 (4,7% du PIB). En 2019, le prix moyen du baril de Brent s'était établi à 64,26 dollars.

Dans son rapport publié le 10 mars, l'agence gouvernementale américaine *US Energy Information Administration*, prévoit **un prix moyen du baril de Brent de 43 dollars pour 2020**, avec une hypothèse d'un cours moyen de 37 dollars au second trimestre qui remonterait à 42 dollars au deuxième semestre. Si l'on retient cette prévision, **le cours du baril serait en 2020 30% inférieur à l'hypothèse retenue pour son budget par l'Etat saoudien**, ce qui aurait pour conséquence une baisse des recettes que l'on peut estimer à -20% compte tenu de la part de 63% des revenus pétroliers dans le total des recettes.

### Les capacités de réduction des dépenses sont limitées

Dans ce contexte, le **ministère des Finances saoudien a donné instruction aux ministères de présenter des propositions de dépenses inférieures de 20% à celles prévues au budget**.

Les marges de manœuvre paraissent cependant limitées, compte tenu de la structure des dépenses. Le budget 2020 prévoyait déjà des dépenses en baisse de -8% par rapport au budget de 2019.

**Les dépenses de fonctionnement** représentent 83% du total des dépenses, dont **60% pour les rémunérations de la fonction publique**. Dans un contexte économique qui s'annonce dégradé, il est exclu que les autorités envisagent des mesures d'austérité salariale. Par ailleurs, les achats de biens et services par les administrations (17% des dépenses de fonctionnement) avaient déjà été révisés à la baisse de -20% par rapport au budget de l'année 2019.

Les **dépenses d'investissement** (17% du total) **pourraient être la principale variable d'ajustement**, mais elles ont déjà été programmées en baisse de -30% par rapport au budget 2019. Une réduction supplémentaire de ces dépenses aurait pour effet le report de certains projets, en particulier dans les secteurs de la construction et des transports.

Ces mesures ne devraient cependant **pas affecter de manière significative la programmation des projets emblématiques de la Vision 2030** dont la mise en œuvre est pour l'essentiel financée par le fonds souverain Public Investment Fund (PIF).

### **Commentaires**

*Les prix du pétrole déprimés en 2020 vont provoquer une augmentation importante d'un déficit budgétaire déjà en hausse de 43% par rapport à celui de l'année 2019.*

*Pour financer un éventuel déficit à deux chiffres en pourcentage du produit intérieur brut, l'Arabie saoudite dispose de réserves en devises confortables, présente un taux d'endettement public modéré de 24% du PIB et a des capacités importantes d'emprunt sur les marchés, quant ceux-ci seront stabilisés.*

*Les tensions sur la trésorerie pourraient très probablement se traduire par une détérioration des termes de paiement des administrations à leurs fournisseurs. Certaines entreprises françaises ont récemment fait part à ce poste de leur préoccupations quant aux risques de retards de paiement sur des contrats importants.*

*Un tel scénario de déficit à deux chiffres s'est déjà produit lors du précédent cycle de bas prix du pétrole ; le déficit budgétaire de l'Arabie saoudite avait atteint 15,8% et 17,2% du PIB en 2015 et 2016 respectivement, avant de se réduire à 9,2% du PIB quand les prix du pétrole s'étaient redressés en 2017.*